



Angles d'Attac

association pour une
taxation des
transactions financières pour l'
aide aux
citoyens et citoyennes.

Bulletin d'information en français
d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15,
1205 Genève - www.suisse.attac.org

Numéro 23 - OCTOBRE 2005

>>> SOMMAIRE >>>

Editorial - p1

De retour de l'Université d'été - p2-9

10 ans d'omc - p10-11

Manifestation contre l'OMC - p12

Agendas - p2+4+6+8

Film "Les Esprits de Davos" - p8

Adresses et impressum - p10

JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, case 4314, 2500 Bienne 4

>>> EDITO >>>

Chères amies, chers amis,

Après la torpeur - toute relative ! - de l'été, l'année politique d'attac a repris comme une année scolaire, par la 2ème Université d'été, organisée aux Rasses (VD), et qui a rassemblé 150 personnes, militant-e-s, membres, sympathisant-e-s... L'Uni d'été a été l'occasion de se retrouver, pour certain-e-s, entre vieilles connaissances. Mais pour la majorité, c'était en partie une découverte des multiples facettes et activités d'attac suisse. De nombreuses organisations amies y ont participé, et leurs représentant-e-s sont venus soit parler, soit saluer. Elle a été un moment d'échange, d'apprentissage, mais aussi la possibilité pour nous de faire le bilan d'une année de mobilisations et de discussions de fond, à travers divers séminaires et surtout lors de l'Assemblée générale qui a eu lieu le 17 septembre. Vous retrouverez au long des pages qui suivent différents retours de ces quelques jours intenses. Des bruits de couloirs au compte-rendu des motions votées, vous aurez l'occasion de (re)vivre certains des meilleurs ou plus denses moments.

Nos priorités pour l'année à venir ont été discutées et décidées. Parmi elles, les mobilisations contre l'OMC et, plus largement, la réappropriation du devenir des services publics sont centrales. Or, l'OMC tiendra un Conseil général du 17 au 22 octobre prochains. L'Alliance genevoise des peuples, qui regroupe une soixantaine d'organisations, dont attac, et qui avait déjà organisé le Conseil général des peuples en juillet passé, appelle à **une grande manifestation le samedi 15 octobre (départ devant l'OMC à 14h)**. Puis la semaine qui suivra sera consacrée à un observatoire des négociations, dont vous trouverez une description plus détaillée un peu plus loin.

Comme toujours, vous trouverez dans ce numéro les agendas d'attac suisse et des sections locales. Tous les rendez-vous mentionnés dans ces pages sont ouverts à chacun-e, membre actif-ve, sympathisant-e ou simple intéressé-e. N'hésitez pas, pour bien commencer l'année, à venir nous rendre une petite visite !

Bonne lecture !
Votre comité de rédaction



>>> AGENDA >>>

> National >

22 ET 23 OCTOBRE 2005,
LIÈGE, BELGIQUE. :

Convention européenne
des collectivités publiques contre l'AGCS,
Infos sur www.agcs-gats-liege2005.net

24 OCTOBRE 2005, 19H-21H :

Commission nationale AGCS-Services publics
EUG (Evangelische Unions Gemeinde),
Pavillonweg 7, 3012 Bern.

29 ET 30 OCTOBRE 2005 :

Le cas Nestlé : Audience publique et Forum international,
Kornhausforum, Berne.
Infos sur www.multiwatch.ch, site de l'association Multiwatch
dont attac suisse et vaud sont membres fondateur-riche-s.

> Vaud >

26 SEPTEMBRE, 20H :

Groupe Service public/AGCS
Pôle Sud, Av. JJ Mercier 3, Lausanne Flon.

29 SEPTEMBRE, 20H :

Groupe mondialisation et multinationales, Pôle Sud, Lausanne.

4 OCTOBRE, 20H :

Rencontre mensuelle d'attac vaud, Pôle Sud, Lausanne.

15 OCTOBRE, 14H :

Manifestation contre l'OMC à Genève. Départ devant l'OMC,
Avenue de la Paix, Genève. Départ collectif de Lausanne à
12h20. Plus d'infos sur www.omc-wto.org ou nous contacter.

20 OCTOBRE, 20H :

Groupe mondialisation et multinationales,
Pôle Sud, Lausanne.

ATTENTION changement :

27 OCTOBRE, 20H :

Groupe service public-AGCS, Pôle Sud, Lausanne (Le 24 octo-
bre aura finalement lieu une réunion nationale, voir l'agenda
national).

1ER NOVEMBRE, 20H :

Rencontre mensuelle d'attac vaud, Pôle Sud, Lausanne.

>>> Des sessions contrastées Quelques retours des confés

Pour beaucoup de celles et ceux qui ont participé à l'Uni d'été, l'école est un souvenir du passé. Mais si l'on considère l'attention et la participation qui ont caractérisé les différentes sessions, personne n'a eu de difficulté à redevenir étudiant-e pour quelques jours. Pour profiter pleinement de la seule occasion de l'année où un si grand nombre de militant-e-s est réuni pendant trois jours, le comité d'organisation a mis au point un programme très intensif qui a engagé les participant-e-s du matin (juste après le délicieux petit-déjeuner de l'équipe cuisinière) jusqu'au soir, voire même jusqu'à la nuit. Ce qui n'a nullement empêché l'atmosphère de rester conviviale et décontractée, ni la participation de rester attentive et passionnée pendant toute la durée de l'Uni.

Le contenu des sessions a été un mélange réussi de différents types d'interventions. Certaines conférences à caractère général avaient pour but d'introduire les personnes moins expertes, ou simplement au début de leur expérience militante, à des thématiques comme l'OMC ou la construction européenne. D'autres interventions plus pointues ont enrichi le bagage des militant-e-s expérimenté-e-s. La différence de niveaux, loin d'être un obstacle, a plutôt été un encouragement à la discussion et à l'échange entre participant-e-s. On peut dire la même chose du déroulement en parallèle de plusieurs sessions différentes. Même si choisir une conférence signifiait souvent devoir renoncer à une autre tout aussi intéressante, on pouvait toujours compter sur celles et ceux qui avaient opté pour l'autre session, et se faire raconter ce qui s'y était dit. Durant ces trois jours, il a été question d'examiner un spectre très large de thématiques, en partant toujours d'une perspective européenne pour arriver à la Suisse et à son implication actuelle dans la construction d'une Europe à tendance néolibérale.

- La session sur le commerce a permis de comprendre la pleine convergence entre politique européenne et agenda de l'OMC. Elle a montré que la Suisse est souvent à l'avant-garde dans la libéralisation progressive de tous les secteurs. Susan George a expliqué en particulier que la Suisse soutient avec force le "benchmarking", c'est-à-dire le nouveau - et agressif - mécanisme que l'OMC souhaite utiliser pour forcer les pays à libéraliser leurs services.

- L'importance de la Suisse sur le plan international a également été soulignée dans la session parallèle sur la fiscalité. Sven Giegold a tout d'abord décrit le caractère anti-solidaire des politiques fiscales européennes, qui diminuent la taxation directe et progressive tout en augmentant la TVA. Il a mis le doigt sur la mobilité des entreprises et le dumping fiscal entre Etats qui en découle, et le paradoxe d'une intégration économique européenne sans aucune régulation et harmonisation fiscale et sociale. Ensuite, Bruno Gurtner a décrit le rôle de paradis fiscal que joue la place financière suisse, à travers son secret bancaire (renforcé lors des dernières négociations bilatérales) mais aussi sa subtile distinction entre "fraude fiscale" et "évasion fiscale", qui lui permet de refuser toute aide administrative ou juridique aux gouvernements étrangers qui souhaitent poursuivre leurs ressortissant-e-s en Suisse. Ce qui représente d'énormes pertes fiscales pour les Etats européens mais aussi pour les pays du Sud.

- Les sessions Marché du travail / Migrations et Sécurité / Insécurité sociale ont mis en évidence un autre domaine où la Suisse est en tête dans l'application des réglementations d'inspiration néolibérale. Il s'agit de la réduction du chômage qui, spécialement dans les cantons alémaniques, se base de plus en plus sur le "workfare", principe qui revient à soumettre attribution de l'aide

es et complémentaires: rences de l'Uni d'été >>>

sociale à des conditions comme l'acceptation de n'importe quel travail, même s'il est objectivement peu adapté à la personne à laquelle on l'impose. La notion de workfare suppose aussi la docilité et la soumission des personnes en recherche d'emploi aux exigences des autorités traitant le chômage et l'aide sociale. Un refus de ces conditions amène à l'éviction des listes de chômeur-euse-s, ce qui a pour effet d'améliorer le taux de chômage du point de vue statistique, mais n'améliore certainement pas la vie des personnes concernées.

Ce cadre a été complété par les **conférences sur les services publics**, qui se sont concentrées sur le danger dérivant de l'application de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), mais aussi sur la question de l'agriculture. Un débat très intense et très pointu entre les orateur-trice-s et un groupe de spectateur-trice-s s'est déroulé lors de cette session.

• Afin de profiter des choses apprises aux différentes sessions et ateliers, les participant-e-s ont pu assister à **deux conférences plénières**. La première a traité des rapports entre l'Europe et les pays du Sud. Elle a associé une réflexion sur le rôle, pas toujours exemplaire, des ONG soutenues par l'Etat, au témoignage touchant d'une militante colombienne, exilée à cause de sa lutte contre un pouvoir alimenté, entre autres, par les grandes multinationales occidentales. Le deuxième débat a clôturé la 2ème Université d'été et a essayé de répondre à la question contenue dans son titre, à savoir "Quelle Suisse dans quelle Europe?". Il est naturellement difficile de livrer une réponse, mais il y a certainement un consensus sur le fait que la Suisse a été et reste un acteur important dans la mise en place actuelle d'une Europe néolibérale.

L'agenda politique de cette année nous amènera à être confrontés à plusieurs des thématiques

abordées pendant l'Uni d'été. Le premier rendez-vous est déjà fixé au 15 octobre, avec une grande manifestation contre l'OMC à Genève. Nous espérons que les journées passées aux Rasses ont

préparé les militant-e-s ou sympathisant-e-s à mieux participer à de tels événements, et à poursuivre leurs réflexions ou activités militantes avec lucidité et optimisme.



>>> Des motions sans émotions >>>

Contrairement à ce que nous espérions, les motions du secrétariat présentées lors de l'AG 2005 n'auront pas provoqué de vive discussion sur l'avenir politique d'attac suisse, les échanges de vues ont été brefs. Est-ce dû au public, fatigué d'une matinée dense (conférences sur les services publics et sécurité-insécurité sociale) ou à la forme de ces motions qui s'apparentaient plus à des textes programmatiques qu'à des motions traditionnelles? Passage en revue des principales décisions.

L'idée de faire une seule motion politique était partie d'un constat de manque de cohérence entre nos différentes campagnes et d'un désir d'imprimer celles-ci dans une réflexion plus globale sur les problématiques engendrées par la mondialisation. Après analyse de la situation actuelle, nous avons essayé de dégager des luttes sur lesquelles il était pertinent de s'engager.

Tout d'abord, nous avons défini le besoin d'ancrer nos campagnes dans la réalité du terrain afin de lier la théorie à la pratique et de remplir notre but premier, à savoir être une association d'éducation populaire tournée vers l'action.

2 axes principaux en découlaient directement :

- continuer la campagne hors-AGCS ;
- encourager la création de groupes de défense des services publics.

Ensuite, nous avons senti le besoin d'élargir le cadre spatial de nos luttes, puisque les offensives contre les acquis sociaux et les services publics se font à l'échelle internationale (notamment à travers la directive Bolkestein, l'AGCS, etc.). La proposition d'eupéaniser nos luttes et de soutenir les différentes actions d'attac europe allait dans ce sens :

- en mobilisant nos membres pour la "Convention des collectifs publics contre l'AGCS" à Liège les 22 et 23 octobre prochain ;
- en impulsant ou en participant à des comités de base pour la pétition « Pour une autre Europe » et en soutenant activement l'initiative d'attac france de créer des jumelages entre comités locaux de différents pays ;
- en mobilisant nos membres pour la Convention des attac d'Europe en décembre 2005.

Finalement, il paraissait important de lutter aussi contre les différent-e-s acteur-trice-s

>>> AGENDA >>>

> Genève >

De temps en temps, les "cafés mondialisation" d'attac Genève laissent place à un film suivi, on ne se refait pas, d'un débat. Ce sera le cas le

7 NOVEMBRE À 19H,

À LA MAISON DES ASSOCIATIONS,

15 rue des Savoises, salle Zasi Sadou.

Le film :

**'LOBBYING : AU-DELÀ DE L'ENVELOPPE',
DE MYRIAM TONELOTTO.**

Pourquoi tant de bruit soudain dans le monde feutré de la corruption ? Pourquoi médias et politiques enflent-ils chaque jour la masse d'articles, de reportages ou de déclarations concernant les "affaires" ? Indépendance accrue des juges et de la presse, ou transparence grandissante du monde politique ?

'LOBBYING : au-delà de l'enveloppe' nous propose une toute autre réponse : la guerre à fleuret moucheté lancée aujourd'hui contre la corruption fait diversion à l'installation d'un système bien plus propre, bien plus présentable, et infiniment plus dangereux : le lobbying. Dénoncer l'enveloppe de cent mille francs ou la malette d'un million d'euros permet de fixer les regards sur quelques cas anecdotiques, et empêche de les lever plus haut, beaucoup plus haut. Là où les enveloppes n'ont plus cours depuis longtemps. Là où il n'est plus question d'argent, mais d'échange de services bien compris. Là où les lois européennes sont taillées sur mesures pour les lobbys financiers et industriels.

'LOBBYING : au-delà de l'enveloppe' tente de dérouler le fil du "pourquoi", en empruntant deux accès : la voie pragmatique des témoins les mieux informés, et la voie symbolique du film d'animation. La parole et l'image, le son et la poésie. Parce que face à l'univers désincarné du lobbying, le cœur a sa place autant que la raison.

> Valais >

MERCREDI 12 OCTOBRE, COMITÉ,

le Totem (rue de Loèche 23, Sion), 19h.

Attac-valais organise tous les premiers mercredi du mois

« LES SOUPES D'ATTAC ».

La soirée se passe au Totem (rue de Loèche 23, Sion). Elle débute dès 18h30 par une soupe conviviale, puis se poursuit vers 19h30 par la projection d'un film ou une intervention sur un sujet d'actualité. La première Soupe est prévue le mercredi 2 novembre 2005 avec la projection d'un film d'attac-france sur les OGM et d'une discussion.

>>>

(multinationales, G8, OMC, FMI, BM) d'une mondialisation qui engendrent toujours plus d'inégalités entre le Sud et le Nord, mais aussi entre populations fragiles et élites économiques. C'est pour aller dans ce sens que nous avons proposé :

- d'organiser, dans le cadre de la mobilisation contre le World Economic Forum, la septième édition de l'Autre Davos en janvier 2006 ;
- de participer activement aux mobilisations contre le Conseil Général de l'OMC du 15 au 20 octobre 2005 à Genève et lors de la conférence ministérielle de décembre ;
- de soutenir activement l'Audience et le Forum contre Nestlé qui auront lieu les 29 et 30 octobre à Berne.

L'autre motion proposée par le secrétariat appelée « motion d'organisation et de développement », avait pour but de formaliser une série de structures déjà existantes, en premier lieu le secrétariat collectif, puis le réseau de traduction d'attac suisse, et d'autre part de permettre à attac suisse de continuer à se développer et surtout d'augmenter ses membres. Cette motion propose donc :

- La création d'un Comité d'édition chargé de proposer des thèmes et de rechercher des auteur-e-s afin de mettre en place une collection de livres ;
- La mise en place d'un mois du recrutement annuel, qui permettrait de renouveler nos forces militantes ;
- La création d'un conseil scientifique chargé de recruter des membres proches de l'association et pouvant nous aider à la production de documents de fond ;
- La mise à jour et la formalisation du fichier national afin de faciliter les envois nationaux, notamment l'Angles d'Attac.

Ces 2 motions ont été adoptées.

Finalement, la seule motion qui aura suscité une certaine émotion

est la motion *écologie* proposée par deux membres du secrétariat collectif et militant-e-s écologistes de la première heure : Marlène et Willy. Fortement soucieuse de l'avenir de notre planète, nos ami-e-s neuchâtelois-es ont souhaité voir ce thème, quelque peu négligé par nos analyses, être pris plus sérieusement en considération. La motion a été adoptée après quelques amendements, et une commission nationale Ecologie devrait se créer.

Dans la foulée d'une Assemblée Générale enfin réveillée, Karin Vogt d'attac bâle a annoncé la création d'une commission féministe à attac suisse.

Université d'été : Verbatim

« Produire pour soi et sa famille élargie devient carrément subversif face au programme dicté par les multinationales »

« Dis-moi comment tu consommes, je te dirai quelle société tu veux »

« L'agriculture échappe à la loi sur le travail. Cherchez l'erreur »

« Dans mon quartier zurichois, 30000 habitant-e-s, 70% sont sans travail. Beaucoup n'osent même pas demander d'assistance tellement on les humilie »

« La libre circulation, c'est une façon de discipliner les salarié-e-s »

>>> C'est ma première Université ! >>>

Témoignages recueillis sur le vif, sans chichi ni réécriture, aux Rasses, un frais week-end de septembre.

Un dimanche matin comme un autre, aux Rasses (Vaud), entre deux saisons. Du vent, du froid, de la pluie. Une route déserte et un bâtiment de l'Armée du Salut. La météo ne semble pas vouloir s'améliorer et le commun des mortels va passer sa matinée au lit ou aux escargots. Sauf que là, dans ce bâtiment tout frais rénové, quelques dizaines d'hallucinés se dépêchent d'avaloir leur petit déjeuner pour s'enfiler la première conférence-débat de la journée dominicale. Nous sommes à la seconde Université d'été d'attac Suisse, grand moment d'échanges de savoirs et d'expériences, au chevet de cet autre monde qu'on dit « possible ». La plupart des participants ont commencé ce marathon citoyen jeudi soir. Aux meilleures heures, ils étaient une centaine, venus de presque toute la Suisse et, pour certains, de France, d'Allemagne et d'Autriche. Et plutôt que de se demander « pourquoi », laissons-les nous raconter « leur » université. Après ça, cher lecteur, chère lectrice, plus aucune raison de s'abstenir...

C'est très vivant, très fort, aucun grincement, je suis ravi ! J'ai particulièrement apprécié Susan George, qui est très pédagogique. J'ai pris plein de notes et appris des millions de choses !

Il y a vraiment du monde, ce qui offre un vrai potentiel d'échanges. La discussion est de bonne qualité. Peut-être qu'on pourrait resserrer le tout sur deux jours, pour permettre à encore plus de gens de venir ?

C'est bizarre une Université d'été en hiver, non ?

Il y a une grande diversité de thèmes, les services, l'agriculture, l'économie solidaire, les femmes dans la mondialisation, c'est bien ! C'est aussi très sympathi-

que. Un bon accueil. C'est pas cher, on mange bien et les débats sont tous intéressants.

Je viens ici avec plaisir, pour récolter des choses que je ne connais pas et pour en entendre d'autres, pour rencontrer aussi. L'organisation est bien, agréable, il n'y a rien à redire.

Je me suis senti très très bien, même si j'ai raté le premier jour. Les thèmes sont très intéressants, on est avec des gens très riches : tous très différents, tous engagés à leur manière, pas compliqués et surtout chaleureux.

Je ne suis pas d'attac, je suis étudiante et j'ai apprécié qu'on utilise ici un langage pas compliqué. C'est important dans un souci « d'éducation populaire ».

On mange bien, les gens sont sympas, les débats agréables, denses, fructueux, pourquoi on n'est pas 200 ?

Les crêpes à aller chercher dans le blizzard c'était un peu rude...

La sono, top cool, merci Olivier.

Je trouve qu'on devrait encore plus travailler sur le rôle des banques en Suisse, le fait que le système bancaire helvétique s'est approprié le contrôle de la régulation des mécanismes de l'argent, en excluant le citoyen. C'est central !

Ça manque un peu d'amour, non ?

L'ambiance est très agréable, elle se détend au fur et à mesure des événements et des échanges, on apprend à se connaître. Malgré ma participation à l'organisation, j'ai pu suivre des conférences, des gens me remplaçaient... Une chose peut-être, c'est le besoin que certains thèmes soient plus poussés, car quand on en connaît les bases, on a envie d'approfondir.

Ce que je voulais dire sur l'amour, c'est qu'il manque un espace sur l'amour, ou sur l'humanité. Non ?

C'est bien que ce ne soit pas ouvert qu'aux membres d'attac. Je ne connaissais pas bien et j'ai pu me faire une meilleure idée.

Et un lieu avec des canapés pour s'écrouler ?...

Il y a un réel effort de vulgarisation, une recherche de mots simples. On peut aller questionner les orateur-trice-s après leur conférence si on n'a pas tout compris, sans complexe.

C'est ma première université d'été ! C'est formidable, remarquablement organisé : la cuisine, l'hébergement, les traductions.

Pour moi qui interprète, le manque de matériel, une cabine isolée et un vrai casque, deux fréquences différentes, ça rend le travail très pénible et la traduction souvent 'limite' pour le public.

On a eu une soirée musicale si belle, si spontanée, si généreuse hier soir ! Ça résumait tout ce qui se disait dans les conférences durant la journée : le partage, l'absence de concurrence, la simplicité, la fraîcheur, la qualité et la diversité. Je ne suis pas membre, et je me suis dit : "si on arrive à des choses pareilles avec si peu de moyens, alors oui, ils vont arriver à changer le monde".

>>> Sécurité et Insécurité sociale session 4 de l'université d'été

Les deux intervenants ont montré l'indéniable durcissement des dispositifs sociaux actuels et de l'augmentation de la précarité et de l'insécurité sociale, ceci en Europe (Anne Daguerre) et en Suisse (Kurt Wyss).

Dans une première partie chronologique, **Anne Daguerre** parle de l'émergence du chômage de masse dans les années 80. Les politicien-ne-s ont réagi de trois manières :

- 1) la réduction de l'offre en travailleur-euse-s, avec par exemple l'introduction des pré-retraites ou des mesures visant la diminution des femmes sur le marché du travail ;
- 2) la flexibilisation du marché du travail avec l'assouplissement des normes de protection des salarié-e-s ;
- 3) la politique d'activation au travail.

Dans une deuxième partie, Anne

Daguerre détaille le point 3 tel qu'il est appliqué en Europe. Les pays adoptent pour la plupart une politique "active" d'activation, avec des programmes de formations, d'insertion des jeunes et la recherche d'une qualité de l'emploi. Cependant, le consensus sous-jacent à cette politique semble être l'idée que le chômage de masse n'est pas dû à un manque de demande de l'économie, mais à un manque de flexibilité et d'adaptabilité de la main-d'œu-

> SHOPPING >

UN FILM SUR LE WEF, LES MULTINATIONALES (NESTLÉ) ET L'ART DU PSEUDO-DIALOGUE

L'Open Forum ou l'art du pseudo-dialogue Depuis 2003, des participant-e-s du WEF, qui le reste de l'année refusent quotidiennement le dialogue avec les syndicats et les ONGs, sont invités dans le cadre du WEF à participer à l'Open Forum. Co-organisé par la Fédération des Eglises Protestantes, Pain pour le Prochain et le WEF, ce podium ouvert au public a pour but de les confronter ouvertement aux critiques et remises en question, et d'ouvrir le dialogue dans un espace de « civilité ». Mais les apparences sont trompeuses : il ne s'agit pas d'un véritable dialogue. L'Open Forum est une plate-forme de discussions contrôlées, qui permet aux élites économiques de singer l'ouverture et de se soumettre à une critique modérée sans prendre aucun risque et aucun engagement. Il donne aux chefs d'entreprises l'occasion d'embellir leur image avec une note « éthique », et de faire passer leurs activités de pillage et d'exploitation pour des œuvres de bienfaisance.

C'est pendant les Open Forum de janvier 2003 et janvier 2004 que nous avons réalisé ces deux films. Ils parlent particulièrement de Nestlé, le « partenaire stratégique du WEF ». En effet, on dénonce sur tous les continents les pratiques déplorables de l'entreprise helvétique. Les organisations des sociétés civiles du Sud en conflits avec Nestlé font de plus en plus souvent appel au soutien des réseaux suisses ; et c'est dans ce cadre que nous avons réalisé les interviews intégrées dans les deux films. Au Brésil, les luttes contre la surexploitation de l'eau et la destruction de l'environnement par Nestlé ont conduit à certains succès. Par contre, les répressions syndicales en Colombie se sont malheureusement encore aggravées, malgré de gros efforts faits en Suisse. C'est pourquoi nous avons créé une association (Multiwatch) qui organise les 29 et 30 octobre 2005 une Audience publique pour juger les violations des droits humains et droits du travail par Nestlé en Colombie, et un Forum qui traite d'autres thèmes en rapport avec Nestlé (eau, alimentation, etc)



A COMMANDER
POUR CHF 5.-
(+ 2.- PORTO)
PAR INTERNET:

[HTTP://WWW.ATTAC-BERN.CH/SHOP/](http://www.attac-bern.ch/shop/)

>>>

vre. Par conséquent, les politiques introduites deviennent progressivement une arme contre les salarié-e-s européen-ne-s : développement de l'emploi temporaire, du travail à temps partiel, des contrats à durée limitée, etc. Le pourcentage global des working poor est actuellement de 15%, le plus élevé étant en Grande-Bretagne.

Anne décrit le modèle danois de "flexi-sécurité" que plusieurs pays tentent d'introduire : une très basse protection au niveau de l'emploi (flexibilité) et un haut niveau de prestations d'assistance. Le résultat en Grande-Bretagne par exemple est un transfert de nombreuses personnes du marché du travail vers l'assurance invalidité et la pré-retraite.

Kurt Wyss nous présente une nouvelle politique suisse d'aide sociale plus dure que ce qui est pratiqué en Europe. En ce moment même, un système de "workfare" est en train d'être mis en place, prôné par la CSIAS (Conférence suisse des institutions d'action sociale), qui se distingue de la politique active d'activation décrite par Anne Daguerre. Le workfare, un modèle américain, est une prestation d'assistance directement subordonnée au travail, c'est-à-dire que les prestataires ont l'obligation de travailler quelle que soit leur situation.

Ce modèle de workfare est une politique particulièrement dure qui permet aux institutions et aux employeur-euse-s d'introduire des normes d'emploi extrêmement flexibles et contre l'intérêt des prestataires. Il y a trois démarches pratiquées :

- 1) la diminution du montant de base payé aux bénéficiaires de l'aide sociale - 960 frs mensuels au lieu de 1'100 frs auparavant ;
- 2) des prestations qui varient selon la "volonté d'intégration" de la personne concernée, avec un "complément" de 300 frs ou une "sanction" de 0, 100 ou 200 frs ;
- 3) des marges supplémentaires

sur une échelle de 400 à 700 frs comme "récompense" si certaines conditions d'emploi sont remplies. Le danger, bien-sûr, c'est que ces deux dernières mesures peuvent être appliquées de façon arbitraire.

L'audience a gardé de la session 4 la conviction qu'il faut être particulièrement vigilant face à ces nouvelles normes CSIAS. Nous avons l'impression, en écoutant Anne Daguerre et Kurt Wyss, que les nouvelles pratiques suisses dépassent de loin en sévérité celles de l'Europe, déjà pas brillantes. Nous tous, prestataires ou non, ferions donc bien de suivre de près cette évolution et de faire campagne contre le durcissement de la politique d'aide sociale en Suisse.

Anne Daguerre, de nationalité française, est chercheuse en sciences politiques à la Middlesex University, Grande-Bretagne. Plusieurs de ses articles ont paru récemment dans Le Monde Diplomatique, et elle publie également dans Les Alternatives Economiques et des revues scientifiques. Ses domaines principaux sont les politiques d'activation du marché du travail et la politique familiale.

Kurt Wyss, sociologue indépendant à Zurich, mène des projets de recherche sur l'aide sociale en Suisse et suit de près son évolution et les conséquences dans la société. Il fournit des analyses à des associations telle la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), coordinatrice de l'aide sociale qui en Suisse est du ressort des cantons.

Ce texte a été un des supports pour la préparation du débat du vendredi soir à l'université d'été d'attac suisse. Bien que datant un peu, son contenu est toujours d'une étonnante actualité.

Il existe des mots qui ne sont plus guère utilisés aujourd'hui, malgré leur réalité et leur pertinence incontestables. L'impérialisme fait partie de cette catégorie de mots qu'on ne doit plus prononcer de nos jours, sous peine de se faire accuser d'idéologue attaché à un passé révolu et nostalgique d'un régime bureaucratique écroulé.

Je crois néanmoins que c'est justement parce que nous ne sommes pas des défenseurs nostalgiques d'une aventure autoritaire, bureaucratique et qui s'est soldée, objectivement, par un échec total par rapport aux objectifs proclamés, parce que nous nous tournons résolument vers l'avenir et nous battons au contraire pour un autre monde, une autre société plus juste et plus humaine, que nous devons continuer à utiliser ce type de notions comme l'impérialisme. Car la lutte contre la mondialisation du capital et ses effets dévastateurs, y compris en termes de conflits militaires, doit se développer sur la base d'une analyse précise des mécanismes et dynamiques de celle-ci, si elle veut être efficace.

On m'a donc demandé de parler de l'impérialisme suisse, de quelque chose dont une majorité de gens habitant dans ce pays est convaincu que cela n'existe pas. Comme si la propriété des moyens de production et la richesse n'étaient pas, aujourd'hui, plus concentrées que jamais dans l'histoire de l'humanité, et ce à l'échelle de la planète entière : de nombreux rapports officiels de l'ONU le prouvent. Comme si une petite minorité de riches et de puissants ne déterminait pas largement, tous les jours, les conditions de vie et de travail d'une énorme masse de gens répartis dans toutes les régions du monde, de peuples entiers. Et comme si, dans tout cela, les grands groupes industriels et financiers suisses (Nestlé, Novartis, ABB, Credit Suisse, UBS, Holderbank et autres) ne jouaient aucun rôle.

En réalité, le capitalisme suisse possède les traits classiques de l'impérialisme moderne. Tout d'abord, une concentration industrielle et bancaire très forte, avec des imbrications réciproques multiples et déterminantes entre l'industrie et le secteur financier ; il suffit de voir qui siège dans quel conseil d'administration pour s'en faire une image. Malgré la petitesse du pays, la Suisse figure parmi les 10 premières puissances du monde si l'on prend le critère du nombre d'entreprises suisses se trouvant parmi les 500 groupes plus grands de la planète. A cela il faudrait ajouter que la Suisse est le siège de nombreux holdings de grands groupes étrangers comme Metro-Konzern ou Richemont, pour des raisons fiscales. Ensuite, le capitalisme helvétique est très exportateur de capitaux (investissements directs à l'étranger), et ce depuis plus d'un siècle. Ainsi en 1999, plus de 1.6 millions de salarié-e-s travaillaient dans des entreprises suisses à l'étranger. Comparé-e-s aux quelque 3 millions de salarié-e-s en Suisse, ce rapport est sans doute plus élevé que pour tous les autres pays industriels. Enfin, cette exportation de capitaux se combine avec une importation de main d'œuvre étrangère : le capitalisme suisse, sur les quelque 3 millions de salarié-e-s employé-e-s en Suisse, utilise la force de travail de 750'000 travailleurs-euses étrangers-ères. Il est vrai que l'impérialisme suisse était depuis ses origines un impérialisme sans contrôle politique ouvert, un impérialisme sans colonies. Mais cela est tout aussi vrai pour la première puissance impérialiste de notre époque, les Etats-Unis. Et depuis la Seconde Guerre Mondiale, respectivement les années 50 et 60, même les impérialismes les plus classiques et traditionnels - anglais, français, hollandais, allemand et autres, sont devenus des impérialismes sans colonies. Il s'agit d'un changement de forme, non pas d'une disparition. L'éclatement de la crise de la dette des pays du Sud, au début des années

80, a montré qu'une majorité des pays du monde se trouve plus que jamais sous la domination brutale des puissances impérialistes du Nord, gouvernements et grands groupes réunis. A travers le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et d'autres institutions, ils „guident“ la politique des gouvernements des pays du Sud à l'aide de „conseils“ bien utiles - à leurs propres intérêts ; ils imposent des programmes d'ajustement structurel, d'ouverture de marchés, de privatisation, de véritable guerre contre la population. On connaît les effets en terme de mortalité infantile, de conflits militaires, de niveau de vie et d'autres choses. La Suisse participe d'ailleurs activement à cette „administration“ des pays endettés : elle dirige au sein du FMI la zone de l'Asie centrale et du Caucase, une région de misère et de conflits militaires. „Administration“ qui rappelle le contrôle des finances de l'Empire Ottoman au 19e siècle par les représentant-e-s de l'impérialisme britannique, avant son effacement qui a permis aux puissances occidentales de retracer les frontières dans tout le Moyen-Orient, région encore aujourd'hui complètement soumise à l'impérialisme des puissances du Nord et déchirée par des conflits militaires sans fin.

A propos de l'impérialisme suisse, j'aimerais souligner encore trois aspects :

1. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, l'impérialisme suisse s'est développé systématiquement dans le sillage de la politique étrangère des Etats-Unis, devenus alors indiscutablement la première puissance impérialiste du monde. L'Amérique latine, qui a subi dans les dernières 50 années une multitude d'interventions militaires, ouvertes ou cachées, dirigées par le Pentagone, en est le meilleur exemple. Les dictatures militaires dans cette région n'ont jamais dû craindre la moindre réprobation de la part

>>> AGENDA >>>

> Neuchâtel >

PROCHAINS COMITÉS D'ATTAC NEUCHÂTEL

Mardi 25 octobre, 20h :
La Chaux-de-Fonds (lieu à définir).

Mardi 29 novembre, 20h :
Bistrot de l'Arrosée, Neuchâtel.

Mardi 13 décembre, 20h :
La Chaux-de-Fonds (lieu à définir).

> Bienne >

Notre assemblée sur le thème de l'AGCS initialement prévue le 3 octobre a été repoussée. Vous trouverez les nouvelles informations sur notre site internet:
www.local.attac.org/bienne/

>>> DIVERS >>>

> Courrier des lecteurs et lectrices >

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :

Courrier de l'Angles d'ATTAC,
abs d'attac vaud,
cp 5105
1002 Lausanne

> Internet >

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org, rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

>>>

des milieux d'affaires helvétiques, bien au contraire : ça a toujours été, comme avec l'Allemagne nazie pendant la seconde Guerre Mondiale par exemple, "business as usual". Le Chili de Pinochet est le modèle-type d'un coup d'Etat militaire appuyé par les Etats-Unis et approuvé largement par les grands groupes suisses, et d'une défaite militaire infligée à une population qui se battait contre un ordre économique et social qui écrasait ses droits et ses espoirs. Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, la Suisse se trouve parmi les 5 ou 10 premiers pays d'origine des investissements extérieurs.

Aujourd'hui, l'intervention américaine en Colombie, vendue comme soutien au gouvernement de Pastrana dans la lutte contre le trafic de la drogue, doit permettre d'imposer définitivement le nouvel ordre néolibéral à toute l'Amérique latine, avec une zone de libre-échange comprenant tous les pays du continent américain (à l'exception de Cuba). Ceci permettra notamment une exploitation sans obstacles des richesses inestimables de la forêt amazonienne par les entreprises transnationales, dont celles de l'industrie pharmaceutique comme Roche ou Novartis qui s'approprient le vivant afin de transformer la diversité biologique de cette région en source exclusive de profits extraordinaires. En termes d'investissements helvétiques directs à l'étranger, la Colombie est le 4e pays d'Amérique latine, après le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Des entreprises suisses y emploient directement plus de 7'000 salarié-e-s. En plus des entreprises pharmaceutiques déjà mentionnées, ABB, Sulzer, Ascom, Holderbank (Schmidheiny) et d'autres groupes suisses sont implantés en Colombie. A côté de l'Amérique latine, on pourrait donner bien d'autres exemples, notamment la Turquie, régime militaire de terreur, pays pivot de l'OTAN et allié stratégique de Washington, qui mène depuis 20

ans une guerre à l'interne contre le peuple kurde. Vous avez entendu parler de la brutalité avec laquelle le gouvernement turc traite les prisonnier-ère-s grévistes de la faim, qui protestent actuellement contre les conditions de détention et les tortures, et contre un régime qui criminalise toute opposition politique (12'000 prisonnier-ère-s politiques). Inutile de vous rappeler que la Suisse figure au 5e rang des investisseurs étrangers en Turquie et qu'un Business council Suisse-Turquie réunissant des représentants du secteur privé des deux pays est en voie de formation actuellement, au moment où la Turquie se prépare à privatiser l'essentiel des entreprises étatiques, sous pression du FMI et dans le cadre d'une crise économique et d'un sérieux problème d'endettement.

2. Lorsque la concentration de la richesse et de la propriété des moyens de production atteint un degré tel que des centaines de millions d'êtres humains vivent dans des conditions inhumaines, qu'une grande majorité se trouve exploitée par une petite minorité, il n'y a pas de véritable neutralité possible. On se trouve soit du côté des exploité-e-s et des opprimé-e-s, soit du côté des puissant-e-s et des exploitateur-trice-s. La fameuse neutralité suisse n'a toujours concerné que les relations avec les autres puissances impérialistes. En faisant renoncer la Suisse à un rôle de leadership politico-militaire, elle a permis aux milieux d'affaires helvétiques de maximiser les profits de toute provenance. Le cas des deux Guerres Mondiales en est un bon exemple, mais aussi celui, plus récent, de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid. La fonction de la neutralité est de donner une marge de manoeuvre maximale au gouvernement et au patronat suisses, y compris par rapport aux sanctions imposées par les Etats-Unis et / ou l'ONU à un pays pour telle ou telle raison. Par contre, comme le prouve très bien la période de la Guerre

Froide, elle n'a jamais empêché la Suisse de se positionner politiquement. Je crois que l'intégration progressive de l'armée suisse au dispositif militaire de l'OTAN, sans adhésion formelle à celle-ci, est l'expression de la volonté des milieux dirigeants helvétiques de continuer sur cette voie, dans des conditions historiques qui ont bien sûr changé de manière importante.

3. Enfin, lorsque l'on parle de l'impérialisme suisse, on ne doit pas oublier la place financière et le secret bancaire. Sa fonction de réceptacle-recyclage du capital impérialiste, c'est-à-dire de „pays-refuge" pour des profits réalisés par les grands groupes et investisseurs tout autour de la planète et mis à l'abri des autorités fiscales, est bien connue. Il en va de même des grosses fortunes des dictateurs de tous les pays du monde, soutenus par les puissances impérialistes (les Mobutu, Suharto, Marcos et autres personnalités aimables). Cet argent a fait la fortune des grandes banques helvétiques, notamment

du Crédit Suisse et de l'UBS, qui comptent aujourd'hui parmi les 200 entreprises transnationales les plus puissantes du monde, donc parmi les principales forces impérialistes. Plus généralement, la balance suisse des paiements, toujours excédentaires, montre l'importance de l'accaparement direct ou indirect, par le capitalisme suisse, de richesses produites dans d'autres pays. Enfin, les sociétés suisses spécialisées dans les assurances, comme la Z (Zurich Financial), jouent aujourd'hui un rôle de pointe, à l'échelle internationale, dans la diffusion des fonds de pension, ce nouvel instrument de l'impérialisme visant à fonder un financement instable des retraites sur les résultats directs de l'exploitation de l'homme par l'homme, et en particulier des travailleur-euse-s des pays du Sud par les grands groupes du Nord. Dans cette entreprise, les groupes suisses peuvent s'appuyer sur l'expérience d'un pays qui a joué un rôle pionnier dans l'introduction des fonds de pension il y a très longtemps déjà, alors que ce point n'est à l'ordre du jour que

depuis peu en France, en Allemagne, etc, et rencontre des fortes résistances dans la population.

Pour terminer, je me réjouis de constater que nous ne sommes pas seul-e-s à parler d'impérialisme. Depuis Seattle, un nouveau mouvement international contre la mondialisation du capital, donc anti-impérialiste, commence à se développer, et ceci même en Suisse, un petit peu, lentement, comme les événements autour du World Economic Forum de Davos l'ont montré. Dans ce cadre, attac avait organisé une conférence internationale intitulée l'Autre Davos (www.otherdavos.net), à laquelle d'ailleurs plusieurs intervenant-e-s de ce soir ont participé (Paolo Gilardi, Claude Serfati, Gilbert Ashcar, Robert Charvin) et qui a rassemblé quelques 1'200 personnes dans le Volkshaus de Zurich. C'était la plus grande conférence anti-impérialiste en Suisse allemande depuis très longtemps, probablement depuis les années 70. Ce mouvement „anti-mondialiste", encore embryonnaire et tâtonnant, indique

des voies permettant non seulement de combattre l'impérialisme suisse, mais d'en finir avec l'impérialisme tout court, et ceci grâce à la solidarité internationale de celles et ceux d'en bas, non pas avec des chars et des soldats. Une perspective que, malheureusement, les dirigeant-e-s de la gauche institutionnelle et gouvernementale ne considèrent même plus comme possible, ce qui les conduit à soutenir la réorganisation d'une armée suisse qui ne servira toujours que les intérêts des puissants, comme lorsqu'elle tira, le 9 novembre 1932, sur les manifestant-e-s réuni-e-s sur la Plaine de Plainpalais ici à Genève, à quelques pas de notre lieu de réunion de ce soir.

Intervention de Peter Streckheisen (attac Bâle) lors du meeting du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) le 11 mai 2001 à Genève. L'auteur remercie Charles-André Udry pour les indications précieuses qu'il lui a données concernant ce sujet.



La politique financière de la Suisse participe pleinement à la défense des intérêts de ses multinationales. Ici, la banque nationale à Berne

>>> ADRESSES >>>

ATTAC-VAUD

Case Postale 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org

ATTAC-GENÈVE

Rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org

ATTAC-NEUCHÂTEL

c/o Fabienne Girardin, Chapelle 12,
2300 La Chaux-de-Fonds, neuchatel@attac.org

ATTAC-BERN

Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org

ATTAC-ZÜRICH

Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org

ATTAC-JURA

Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org

ATTAC-BASEL

Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org

ATTAC-TICINO

C/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra

ATTAC-FRIBOURG

Case postale 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org

ATTAC-BIENNE

Case postale 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org

ATTAC-VALAIS

Case Postale, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> IMPRESSUM >>>

Édité par Attac Suisse, paraît 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.

ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse,
rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en
mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Carol Bonvin, Xavier de Stoppani, Ounsi El Daïf, Geneviève
Hentsch, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua,
Alessandro Vinciarelli.

IMPRESSION ET MISE EN PAGE :

Deltagraph Bienne - Tirage 2'000 exemplaires

PROCHAINE PARUTION FIN OCTOBRE

>>> L'OMC a dix ans, une

Texte de l'Alliance genevoise des peuples, dont attac suisse est membre (très !) active, et qui coordonne les événements anti-OMC à Genève.

Le but officiel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), lors de sa création en 1995, était d'amener une plus grande prospérité, de créer plus d'emplois, de promouvoir un développement durable et de réduire la pauvreté et l'inégalité dans le monde au moyen du « libre » échange. Dix ans plus tard, il est évident que l'OMC a eu des résultats exactement inverses.

Le régime d'échange commercial de l'OMC s'est avéré profondément hostile aux mesures qui favoriseraient le développement, réduiraient la pauvreté et tendraient à assurer la survie de l'humanité et de l'environnement, autant localement qu'au niveau global. Sous couvert de « libre » échange, les règles de l'OMC sont utilisées pour forcer l'ouverture de nouveaux marchés et les soumettre au contrôle des entreprises transnationales.

De plus, les puissances commerciales ont utilisé l'OMC pour établir et consolider leur contrôle dans des sphères économiques et sociales qui vont au-delà du simple commerce, notamment le développement, l'investissement, la concurrence, la propriété intellectuelle, les services sociaux, la protection de l'environnement, les migrations et les services publics.

Par ailleurs, il est bien connu que les intérêts des grandes puissances du commerce sont imposés à l'OMC avec des méthodes de gouvernance et de prise de décision ayant recours aux menaces, à la dissimulation et à la manipulation. Dix ans après la fondation de l'OMC, il est clair que sans la mobilisation de la société civile, les chances que celle-ci puisse être réformée sont minimales sinon inexistantes. Un changement est

pourtant absolument nécessaire. En effet, nous avons actuellement un système dans lequel :

- les moyens d'existence sont détruits, les droits humains ignorés, la santé publique menacée, l'environnement pillé et les institutions démocratiques minées ;
- les économies locales sont affaiblies, les travailleur-euse-s, paysan-ne-s, pêcheur-euse-s, consommateur-trice-s, femmes et peuples indigènes étant particulièrement désavantagé-e-s et exploité-e-s ;
- les aspirations qu'ont les populations de garantir les besoins essentiels, de promouvoir la santé, la sécurité et la souveraineté alimentaire, ainsi que de protéger la diversité culturelle et biologique, sont minées voire détruites.

Tout cela se passe dans un contexte d'inégalités croissantes entre et à l'intérieur des pays, et d'une résurgence du militarisme.

Non seulement il faut résister aux efforts de l'OMC de libéraliser davantage le commerce mondial, mais il faut aussi exclure de ses compétences de nombreux domaines comme l'agriculture, les services ou la propriété intellectuelle.

Les conséquences socialement, politiquement et écologiquement destructrices du modèle néolibéral de mondialisation ont provoqué une résistance croissante d'un grand nombre de mouvements sociaux et d'organisations de la société civile du monde entier, notamment aux Sommets de l'OMC de Seattle, Doha, Cancun et Hong Kong. Contre le processus de mondialisation mené par les multinationales, nous avançons la vision d'une économie mondiale construite sur les principes de justice économique, de viabilité écologique et de démocratie. Notre vision met les intérêts des personnes avant ceux des entreprises. Elle valorise les intérêts des travailleuses et travailleurs, des paysan-ne-s, des pêcheur-euse-s, des petit-e-s producteur-trice-s

et de tous les marginalisé-e-s du système actuel, comme les femmes ou les peuples indigènes.

Les peuples devraient avoir les possibilités ou les droits suivants :

- adopter le principe de précaution pour protéger la santé publique, l'environnement et l'agriculture de risques inconnus ;
- refuser des réductions de tarifs qui nuisent à l'environnement en favorisant un commerce inapproprié des ressources naturelles ;
- réguler les services de la façon qui convient à leurs besoins, économie et société ;
- adopter des politiques (de préférence locale) qui accroissent les capacités de production locales, particulièrement des petites et moyennes entreprises ;
- décider de stratégies de développement sociales, économiques et environnementales au service des couches les plus vulnérables de la population ;
- protéger les normes et les droits du travail, la santé publique, l'environnement et les économies locales, surtout des pays ou secteurs moins développés.

Nous considérons que la connaissance, la culture et l'éducation sont les forces vives de la civilisation. Ces biens communs, richesses essentielles de l'humanité, ne peuvent être réduits à des marchandises, ni être privatisés. Il n'y a aucune justification pour inclure les questions de propriété intellectuelle dans un accord commercial. Les règles actuelles dans ces accords, tels que l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC-Agreement on Trade-Related Aspects of Property Rights-TRIPS) de l'OMC, bloquent l'accès à des médicaments essentiels, à des semences et des besoins vitaux, tout en permettant l'appropriation privée de formes de vie et des connaissances traditionnelles, ainsi que la destruction de la biodiversité.

L'Accord Général sur le Commerce

des Services (AGCS) est un accord qui augmente la capacité des grandes entreprises à fournir des services tels que la santé, le transport et l'éducation. Le programme de travail actuel de Doha devait être orienté vers les priorités de "développement" des pays du Sud. Cependant, d'énormes pressions s'exercent sur les pays en voie de développement afin qu'ils ouvrent leur marché sur des services-clés aux multinationales basées dans les pays développés et qui ne cherchent que le profit. L'UE continue d'exiger des pays en développement des engagements sur des secteurs-clés comme la finance, l'énergie, l'environnement, l'eau, le tourisme, la poste et les transports. Et c'est justement dans ces secteurs que les grandes entreprises européennes cherchent à étendre leurs parts du marché global. De plus, la soi-disant flexibilité de l'AGCS, qui prétendait permettre aux pays de choisir de placer leurs services sur la table de négociations ou pas, s'est révélée une illusion. En effet, pour augmenter les pressions, la Commission Européenne et la Suisse, entre autres, ont insisté en faveur de l'établissement de seuils minimaux d'engagement (benchmarks) pour les négociations de l'AGCS. Et c'est la même Commission Européenne qui veut libéraliser à tout va le marché des services interne, à l'aide de la Directive Bolkestein.

Nous affirmons que le droit à la nourriture est un droit humain fondamental. L'Accord sur l'Agriculture (AoA) de l'OMC subordonne ce droit aux profits des grandes entreprises. De plus, il ne reconnaît pas que l'agriculture est aussi un mode de vie, le fondement de communautés et de cultures. Ainsi, ses politiques et ceux d'autres accords commerciaux visent la concentration et augmentent le pouvoir des compagnies transnationales, provoquant l'expulsion de millions de paysan-ne-s de la terre et de la production, autant au Nord qu'au Sud. Des mesures doivent

être prises pour promouvoir et protéger la sécurité alimentaire (autant pour la production que la consommation). Il faut également défendre une véritable souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des peuples et des communautés de définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles, ainsi que le droit de produire leurs aliments de base de manière à respecter la diversité culturelle et productive, et favoriser une production paysanne. Le régime commercial ne doit pas désintégrer les moyens d'existence des paysan-ne-s, travailleur-euse-s agricoles, pêcheur-euse-s artisanaux-ales et peuples indigènes.

Avec les négociations concernant l'accès au marché des produits non agricoles (NAMA), les multinationales des pays industrialisés visent finalement à abolir toute législation entravant l'exportation de leurs produits industriels vers les pays du Sud. Les pourparlers actuels vont même jusqu'à exiger un effort supplémentaire des pays en voie de développement, faisant fi du principe du « traitement spécial et différencié » dont profitent théoriquement ces pays dans le cadre du « cycle de développement ». Ainsi, ils sont privés du seul instrument efficace ayant permis, historiquement, le développement industriel des économies du Nord : protéger les secteurs fragiles de l'industrie jugés vitaux avant de les ouvrir au marché mondial.

Nous sommes face à un choix clair : soit nous acceptons l'actuel ordre mondial des transnationales, sacrifiant ainsi le bien-être des générations futures et l'avenir même de la planète ; soit nous relevons le défi difficile de lutter pour un nouveau système, dont le but central ne serait pas les bénéfices des multinationales mais les intérêts des peuples, des communautés et de l'environnement.

Les gouvernements de l'UE, la Commission Européenne et la Suisse ont été les fervents promo-

teurs de la libéralisation du commerce. Confrontée à l'évidence croissante des coûts sociaux, économiques et environnementaux de cette politique, et mise sous pression par les opinions publiques, la rhétorique a commencé à changer – sans pour autant que la pratique se transforme. Les gouvernements de l'UE, la Commission Européenne et la Suisse doivent changer ces politiques commerciales qui font du tort aux communautés pauvres, provoquent des dégâts sur l'environnement, induisent des inégalités croissantes entre les sexes et détériorent le respect des droits humains, sociaux, culturels et écologiques des hommes et femmes né-e-s au Sud comme au Nord. Par conséquent, nous exigeons que la Suisse, les gouvernements de l'UE et la Commission Européenne s'engagent réellement pour :

- Assurer la souveraineté alimentaire des populations ;
- Protéger l'environnement et les moyens d'existence ;
- Garantir l'accès aux services publics essentiels ;
- Mettre fin aux conditions commerciales imposées ;
- Evaluer l'impact de la libéralisation du commerce par la Banque Mondiale et le FMI ;
- Stopper l'influence des multinationales ;
- Augmenter la transparence et la démocratie.

Samedi 15 octobre 2005, 14h00 : Manifestation internationale, départ devant l'OMC (Av. de la Paix, Genève).

Semaine du 17-21 octobre à Genève : Semaine d'action, avec manifestations, débats, conférences.

Organisation :
Alliance genevoise des peuples.
Informations : www.omc-wto.org

Avant le prochain sommet de l'OMC



La conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong approche. A Genève, les négociations s'intensifient pour en assurer le succès.

Ayant encore à l'esprit l'échec de Cancun, l'OMC a changé sa stratégie de négociation. Les négociateurs tentent de résoudre les questions les plus conflictuelles durant les Conseils Généraux à Genève, évitant ainsi les feux des projecteurs et la pression populaire qui ont contribué aux précédents blocages. Cette stratégie renforce encore l'aspect opaque et non-démocratique de ses décisions.

La société civile doit s'opposer à cette stratégie!

Stoppons l'emprise des multinationales à l'OMC !

MANIFESTATION INTERNATIONALE

L'agenda de juillet qui a été décidé l'année dernière montre ce changement de stratégie. Le Conseil Général en juillet de cette année, qui s'est terminé sans accord, a encore une fois montré la nature réelle des pourparlers commerciaux : le cycle actuel de négociation sera une fois de plus un cycle au service des multinationales, sans que les intérêts des petits agriculteurs, des femmes, des travailleurs et des travailleuses, des plus pauvres et de l'environnement, ne soient pris en compte. Au vu de ce qui se passe pour l'agriculture, les services et les biens industriels - et au vu des rapports de force à l'OMC - les évolutions récentes suscitent de réelles et graves inquiétudes. Il est donc indispensable d'exercer une pression populaire et de focaliser l'attention internationale sur les prochains Conseils Généraux de l'OMC à Genève. Les mouvements sociaux et la société civile doivent être présents pour faire porter leur responsabilité aux membres de l'OMC, et pour s'assurer que les pays en développement, les intérêts des peuples du monde et de l'environnement ne soient plus bafoués, dans la fuite en avant toujours plus libérale du commerce international.

D'ici à Hong Kong, toute l'attention est portée sur le Conseil Général d'octobre, durant lequel d'importantes décisions devraient être prises dans tous les secteurs. La ministérielle de Hong Kong devrait donc servir au mieux à entériner des décisions plutôt qu'à les prendre.

SAMEDI 15/10/05 à 14h00

départ devant l'OMC, avenue de la Paix, Genève

Organisation : Alliance genevoise des Peuples

Je souhaite devenir membre d'attac!

- Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
- Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: _____

Adresse: _____

E-mail: _____

Lieu, date, signature (propriétaire du compte): _____

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève